

Les crédits

M. Gabriel Desjardins (Témiscamingue): Monsieur le Président, comme d'habitude, le député de Windsor—Sainte-Claire est davantage préoccupé par sa performance en Chambre que par le contenu de ses idées.

Plus tôt, il nous disait que le discours du ministre était un discours vide de sens avec de belles paroles. Eh bien je pense qu'au contraire, le discours du ministre était très intéressant parce qu'il a donné tous les moyens, il a identifié tous les programmes que le gouvernement a mis en place, avec tous les budgets pour aider nos jeunes à se réaliser et à s'épanouir.

Alors, avant de dire n'importe quoi, il serait peut-être préférable d'écouter les discours et les engagements que le gouvernement a pris. Nos responsabilités, nous les assumons vis-à-vis les jeunes Canadiens.

Ma question au député: Il sait très bien que le discours du Trône a mis l'emphase—et il a dit lui-même que l'analphabétisme était un problème important au pays—alors, reconnaît-il que dans le discours du Trône, le gouvernement se fait une priorité de combattre l'analphabétisme? Nous nous donnons comme objectif de faire en sorte que les jeunes puissent obtenir un diplôme d'études secondaires dans 90 p. 100 des cas. On veut que 90 p. 100 de nos jeunes étudiants aient un diplôme d'études secondaires. Est-il d'accord avec ces objectifs-là?

[Traduction]

M. McCurdy: Monsieur le Président, le député dit que je me préoccupe de mes effets de scène à la Chambre lorsque je prononce des discours. Je comprends donc que mes effets de scène ont été bons. Mais pour convaincre, il ne suffit pas de bons effets de scène, il faut apporter une réponse.

Cette réponse, c'est que le gouvernement n'a énoncé aucun but. Si le gouvernement avait pour but d'éliminer l'analphabétisme, de doubler le nombre des diplômés en sciences de même que le nombre de travailleurs réussissant à obtenir une formation, si tout cela avait été son but, je l'appuierais de tout coeur. Or, ce gouvernement n'a énoncé aucun but. On se souvient que le premier ministre a déjà déclaré que le gouvernement procéderait à une hausse des dépenses dans les domaines des sciences et des techniques, qui correspondrait à 2,5 p. 100 du produit intérieur brut. Comme il ne l'a pas énoncé en tant qu'objectif, cela ne s'est pas fait.

Quand le gouvernement commencera à fixer des buts plutôt que de faire des promesses, par conséquent, quand il comprendra que la poursuite d'un but suppose pour sa réalisation un mécanisme ou une stratégie, je me montrerai alors très enthousiaste. Or, tout n'a été que supercherie, telle la promesse du premier ministre concernant la recherche et le développement. Il en va de même dans le domaine de l'éducation.

S'il l'on nous proposait de tels buts, je les accepterais, mais on ne nous fait que des promesses en l'air du genre «des emplois, des emplois et encore des emplois».

M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord): Monsieur le Président, le débat que nous entreprenons aujourd'hui porte sur un problème très important pour le pays, c'est-à-dire le chômage chez les jeunes. Son importance s'explique de nombreuses façons. D'abord, il faut noter que, cet été, le taux de chômage continuera d'augmenter chez les jeunes Canadiens, même s'il atteint déjà le taux effroyable de 16,6 p. 100.

Ensuite, ce débat est effectivement très important parce que les jeunes de ce pays se sentent aujourd'hui démoralisés et frustrés par leur situation actuelle.

• (1230)

Il faut donc que nous commençons à analyser la réponse qu'a présentée le gouvernement à ces jeunes. En gros, le gouvernement leur a répondu que sa contribution à son programme EEET, qui s'était élevée à 149 millions de dollars en 1985, ne sera que de 80 millions de dollars en 1991.

Cela se produit au moment même où le gouvernement décide de relever un défi, de parler de compétitivité mondiale et de viser ce qu'il appelle la valorisation du savoir. Pourtant, je me demande parfois si le gouvernement comprend vraiment ce qu'est la compétitivité mondiale, parce que j'ai l'impression qu'il veut créer une société capable de soutenir la concurrence mondiale en disant aux jeunes de rester chez eux. De toute évidence, la réalité exige autre chose.

D'après moi, le mot «compétitivité» est peut-être entré dans le vocabulaire de ce gouvernement parce qu'un gourou médiatique lui a dit que le mot était à la mode, qu'on l'utilisait il y a bien longtemps en Europe et que grâce à ce mot, on a obtenu des résultats.

Je pense qu'au fond ce gouvernement n'arrive pas à comprendre comment on peut créer une société capable de soutenir la concurrence mondiale. Ce n'est certes pas